

Nabucco, une bonne nouvelle pour l'Europe

24/08/2009 |

Par Laurent VINATIER, chercheur associé à l'Institut Thomas More.

Cet été, le projet de gazoduc Nabucco, devant relier les États caspiens, producteurs de gaz (essentiellement l'Azerbaïdjan dans un premier temps, puis le Turkménistan lors d'une seconde phase) a fait un pas significatif vers sa réalisation. Les représentants des États concernés, à savoir les Premiers ministres d'Autriche, de Bulgarie, de Hongrie, de Roumanie et de Turquie, ont signé un accord intergouvernemental fixant le cadre juridique quasi définitif de la construction et donnant l'impulsion politique tant attendue.

Les deux principaux obstacles semblent ainsi levés. D'une part, les ressources gazières devraient être suffisantes pour assurer la viabilité et la rentabilité financière du tuyau, entre les promesses d'approvisionnement données par l'Azerbaïdjan, l'Irak, l'Égypte et la Syrie et l'engagement du Turkménistan à fournir les volumes nécessaires, dans un second temps, pour faire fonctionner le pipeline à pleine capacité (30 milliards de mètres cube par an). D'autre part, la Turquie paraît avoir accepté de ne plus faire de la clause des 15% (de gaz prélevé pour sa consommation propre à un coût avantageux) un préalable à la conclusion de l'accord. En somme, il devient possible pour le consortium d'envisager assez sereinement le rassemblement des presque 8 milliards d'euros nécessaires à la construction et de prévoir le début des travaux à l'horizon 2011.

Par comparaison, le projet russe South Stream, qui suit une voie parallèle et concurrente, sous la mer Noire, entre la Russie et la Bulgarie, paraît moins avancé. L'étude de faisabilité reste à faire et ne sera disponible qu'en 2010 ; les accords entre les États, en particulier la Russie, sont loin d'être aussi formalisés et contraignants. A l'exception du partenariat privilégié avec la Grèce et avec l'Italie (par le biais des compagnies énergétiques Gazprom et ENI), les engagements des autres États de transit, au niveau gouvernemental comme industriel, essentiellement la Bulgarie, la Hongrie et l'Autriche, demeurent prudents et finalement dépendants de l'étude de faisabilité. De plus, depuis peu les relations entre la Russie et le Turkménistan se sont dégradées, ne facilitant pas les efforts russes pour garder le contrôle de l'acheminement des riches réserves turkmènes. Même si évidemment aucun de ces retards n'est insurmontable, au fond, South Stream perd quelque peu en pertinence.

Mais on peut avancer que du point de vue russe, et pour le moment, la question de la viabilité de South Stream n'a pas d'importance réelle. L'idée du projet suffit en elle-même pour favoriser les intérêts internationaux et énergétiques de la Russie. Ainsi, c'est une manière pour Gazprom de pénétrer les marchés européens, en équilibrant au sud, avec les Balkans et l'Italie ce qui a déjà été obtenu au nord, par le biais de l'oléoduc North Stream déjà en construction. Par ailleurs, South

Stream sert de prétexte utile à la tentative russe de mainmise sur un maximum de ressources centrasiatiques, contre la Chine très présente également et l'arrivée récente des Européens (l'entreprise allemande RWE a obtenu un contrat d'exploitation et d'acheminement d'un champ turkmène offshore en avril 2008). Après les quelques déboires au Turkménistan, il n'est donc guère étonnant que les responsables russes au plus haut niveau, au Kremlin et chez Gazprom, se succèdent à la présidence azerbaïdjanaise, sans grand succès cependant. Enfin, il y a l'objectif turc. South Stream en l'occurrence pourrait s'avérer une carte stratégique de marchandage dans la perspective de nouveau discutée de la construction d'une voie Blue Stream II sous la mer Noire, parallèle à la première et devant cette fois-ci alimenter Israël.

L'ouverture russe vers la Turquie, si elle devait se confirmer, signerait la fin de South Stream, au profit de Blue Stream II. Il y a là à l'évidence une fenêtre d'opportunité pour une coopération avancée sur le plan énergétique entre l'Union européenne et la Russie, par l'intermédiaire turc. Blue Stream II et Nabucco, loin d'être concurrents, se complèteraient favorablement, d'autant que d'autres voies, telles que l'interconnexion Italie-Grèce-Turquie et le projet de Statoil sous l'Adriatique sont en cours de finalisation. La Turquie, elle, deviendrait un hub stratégique énergétique. La Russie, après avoir obtenu certains résultats géopolitiques et économiques, en Asie centrale et en Europe, profiterait d'une porte de sortie bien plus avantageuse que la course de vitesse qu'il paraît désormais nécessaire d'engager avec Nabucco, sans compter de surcroît les risques de pertes afférents. Ainsi, si à court terme Nabucco et South Stream doivent se concurrencer et finalement se stimuler l'un l'autre, à moyen terme, il est de l'intérêt supérieur de la Russie d'envisager des voies de coopération, qui passeront nécessairement par la Turquie. Les Turcs et les Américains laissent les portes ouvertes, à l'instar de Matthew Bryza, secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires européennes et eurasiennes. Aux Européens maintenant de savoir comment ils voient leur avenir énergétique, avec la Russie mais aussi et surtout avec la Turquie.